

Amérique latine entre vieilles (anciennes) et nouvelles dépendances : le rôle de la Chine dans la dispute (inter) hégémonique.

Maristella Svampa¹ et Ariel Slipak²

Un des aspects les plus saillants de l'économie politique internationale est l'importance croissante de la République Populaire de Chine (RPC) en tant que grande puissance non seulement industrielle et commerciale, mais aussi technologique, financière et militaire, dotée d'une capacité croissante à exercer son pouvoir au sein des organismes internationaux et sur des pays tiers, notamment sur les nations du « Sud Global ». Dans cet article, nous aborderons la question de l'expansion géopolitique et géoéconomique de la RPC et de ses relations commerciales et politiques avec l'Amérique latine. Dans des travaux antérieurs, nous avons caractérisé un nouveau type d'intégration dépendante de l'Amérique latine à partir des catégories telles que le « Consensus des *commodities*»³ et le « Consensus de Beijing »⁴. Face au virage politique actuel dans les pays de la région et au développement croissant des tensions entre la Chine et les Etats-Unis depuis l'élection de Donald Trump à la tête de la première puissance, nous proposons de revoir ce diagnostic.

[One of the most important aspects of international political economy is the important role of the People's Republic of China \(PRC\), not only as a great industrial and commercial power, but also as a technological, financial and military power, endowed with an increasing capacity to exercise power in the international organizations and in the countries of the global South.](#)

[In this article, we will discuss the geopolitical and geo-economic expansion of the PRC and its trade and political relations with Latinamerica. In previous works, we characterized a new type of Latin American-dependent integration from categories such as the "Consensus of Commodities" and the "Beijing Consensus".](#)

[Given the current political shift in the latinoamerican countries and the growing development of tensions between China and the United States since the election of Donald Trump, we propose to review this diagnosis.](#)

Chine : transformations internes, consolidation comme grande puissance et dispute hégémonique

¹ Chercheure au CONICET et professeure à l'Université nationale de La Plata (Argentine), www.maristellavampa.net

² Economiste (UBA). Professeur à l'Université de Moreno (Argentine). aslipak@gmail.com

³ Svampa, M. (2013). "Consenso de los commodities y lenguajes de valoración en América Latina". *Nueva Sociedad*, N° 244, Buenos Aires, marzo-abril 2013; Svampa, M (2016), *Debates Latinoamericanos. Indianismo, Desarrollo, Dependencia y Populismo*, Buenos Aires. Edhasa.

⁴ Slipak, A. (2014b). "América Latina y China: ¿Cooperación Sur-Sur o « Consenso de Beijing » ?". *Nueva Sociedad*, Número 250, marzo/abril ; Svampa, M. y Slipak, A. (2015) "La Chine en Amérique latine, du consensus des matières premières au consensus de Beijing". *Problèmes d'Amérique latine*. No 98. ESKA.

Con formato: Fuente: +Cuerpo (Cambria), 12 pto

Con formato: Fuente: +Cuerpo (Cambria), 12 pto

Con formato: Fuente: +Cuerpo (Cambria), 12 pto

Con formato: Fuente: +Cuerpo (Cambria), 12 pto, Inglés (Estados Unidos)

Con formato: Fuente: +Cuerpo (Cambria)

Entre 1978 et 2011, la Chine a connu en moyenne un taux de croissance de 10% par an. Tout en maintenant des politiques planifiées par l'Etat, au début du XXI^e siècle le « géant chinois » a profondément transformé son secteur industriel, devenant ainsi un exportateur de produits avec un fort contenu technologique.

En 2010, la Chine est devenue la deuxième économie mondiale.⁵ Elle est non seulement une puissance industrielle mais aussi financière. En effet, Les énormes excédents commerciaux et le fort taux d'épargne interne permirent qu'une grande partie de ces excédents soient destinés à l'achat de bons du Trésor américain, dont la Chine devienne le principal prêteur. De plus, la RPC est le premier pays détenteur de réserves internationales. En octobre 2016, le yuan est incorporé au panier des devises des droits de tirage spéciaux du FMI⁶, renforçant la politique chinoise de promotion du yuan comme monnaie de réserve. Actuellement, plus de 50 banques centrales à travers le monde l'utilise de manière croissante comme monnaie de réserve. Ce pays est également le deuxième émetteur d'investissements étrangers directs (IED) et en 2017, parmi les 500 entreprises mondiales classées selon l'importance de leur chiffre d'affaires, 109 sont de capitaux chinois.

La Chine a considérablement augmenté son quota de pouvoir international ; elle dispose d'une capacité accrue pour créer des institutions nouvelles et même modeler l'infrastructure globale en fonction de ses besoins, apparaissant ainsi comme un leader au niveau mondial. A ce stade, il est important de souligner que RPC déclare que sa montée en puissance est pacifique. Son discours est fondé sur la rhétorique diplomatique qui prévaut depuis 1954, à partir des « cinq principes de coexistence pacifique » (respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non agression mutuelle, non ingérence dans les affaires internes des autres pays et recherche de l'égalité et du bénéfices mutuel et de la coexistence pacifique). C'est ce que certains nomment le *soft-power*.

Il est certain que face l'expansion de la Chine a été perçue comme une menace⁷. En réaction, l'ex-président étasunien Barack Obama avait cherché à consolider à tout prix le *Trans-Pacific Partnership* (TPP), un traité de « nouvelle génération » entre des pays d'Amérique latine, offrant un débouché vers le Pacifique, et certaines économies d'Asie et d'Océanie, dans le but de réduire l'influence commerciale et politique de la Chine dans ces régions.

Cependant, depuis l'élection de Donald Trump, la carte géopolitique connaît plusieurs changements au niveau global, dont les impacts sont évidents pour l'Amérique latine. En ce qui concerne le TPP, et en accord avec ses promesses de campagne, le nouveau mandataire annonçait le retrait de son pays du traité de libre-échange transpacifique, tandis qu'il s'engageait dans une politique plus protectionniste en matière commerciale, moins disposée à attribuer des crédits à des pays tiers. Une des conséquences de ce repli protectionniste, et de manière presque paradoxale, la Chine s'est érigée en défenseur du libre-échange mondial. Dans ce contexte, les élites aussi bien celles du « Sud global » que du « Nord global » se virent presque contraintes à se tourner vers la RPC, non seulement

⁵ Depuis 2010, le PIB (à prix courants) de la Chine place le pays au deuxième rang après les Etats-unis, creusant chaque fois plus l'écart avec la Japon, situé en troisième position. Source, FMI, 2018.

⁶ Jusqu'à cette date, seuls participaient à la composition du panier de devises du FMI, le dollar américain (41,0%), l'euro (37,4%), le yen (9,4%) la livre sterling (11,3%). A partir de 2016, le yuan participe à hauteur de 10,92% réduisant celle des autres monnaies à 41,73%, 30,93%, 8,33% y 8,09%.

⁷ Hillary Clinton, secrétaire d'Etat des Etats-Unis (2009-2013) admettait qu'il était difficile « de négocier avec son banquier », faisant allusion au fait que la Chine était le principal détenteur de bons du Trésor américain.

en tant que marché pour y exporter leurs produits, mais aussi comme banquier pour financier des projets d'infrastructures.

A partir de ces données qui illustrent de manière éloquent la montée en puissance de la Chine, nous pensons que ce serait non seulement un euphémisme sinon une erreur historique de la considérer comme un pays « en voie de développement ». Son rôle de grande puissance, dans ce processus de transition hégémonique est indiscutable. La question fondamentale pour pouvoir débattre des effets spécifiques de l'émergence de la Chine dans sa relation avec l'Amérique latine réside dans la manière dont ce pays assume son nouveau rôle global ; si elle agit ou non comme un pouvoir qui défie l'hégémonie américaine et propose de nouvelles institutions globales. A partir de son intégration actuelle dans la configuration (oligopolistique) du pouvoir international, la Chine a déjà modifié l'ordre international. Son émergence même a entraîné des changements dans les relations de pouvoir entre les grandes puissances : une plus grande déconcentration des forces économiques et plus grande diversité du point de vue culturelle.

Si le gouvernement de la Chine ne souhaite pas que son ascension globale se traduise par une augmentation des tensions belliqueuses, il existe de fait une série d'événements qui viennent défier de manière graduelle la primauté des Etats-Unis. En premier lieu, depuis les débuts du XXIe siècle, le gouvernement de la RPC promeut une politique d'investissements directs en direction du reste du monde, plus connue sous le terme de *going global*, qui vise à obtenir un meilleur positionnement économique mondial. Cette politique ne répond pas à une seule stratégie sinon à de multiples objectifs. Davies⁸ remarque que si la raison la plus souvent mentionnée par les médias est celle de la recherche de produits de base, on constate également l'achat de firmes propriétaires de marques disposant de solides réseaux de distribution et la prise d'importantes parts de marché dans les firmes de produits de consommation courante. Les entreprises de RPC acquièrent également des firmes propriétaires de brevets ou de technologie, leur permettant ainsi d'accéder à la possibilité d'appropriation de la rente provenant de la connaissance, aspect qui constitue aussi un des champs de dispute de l'hégémonie au niveau global. Pierre Salama⁹ remarque également que les firmes chinoises ont commencé à délocaliser les industries de main d'œuvre vers les pays dans lesquels les exigences en matière de droit du travail sont moindres.

En somme, nous vivons un moment de dispute hégémonique, encore ouvert et indéfini. Dans une époque de transition globale, la Chine est un des candidats majeurs à devenir le nouveau hégémon dans la structure internationale de pouvoir.

La présence de la Chine en Amérique latine

Jusque dans les années 2000, la Chine n'occupait pas une place privilégiée dans les échanges avec l'Amérique latine tant pour les exportations que pour les importations. Cependant depuis lors, au niveau commercial la Chine a peu à peu déplacé les Etats-

⁸ [Davies, Ken \(2013\): "Chapter 25 - China" en *Inward and Outward FDI Country Profiles*. Karl Sauvant, Padma Mallampally y Geraldine McAllister \(Ed.\). Vale Columbia Center on Sustainable International Investment, Columbia University, Agosto de 2013. Davies 2013](#) {referencia que no esta en la bibliografia}

⁹ [Salama 2014](#) Salama P. (2014). "Es posible otro desarrollo en los países emergentes?", en *Nueva Sociedad*, N°250, marzo-abril de 2014, pp. 88-101.

Con formato: Fuente: 10 pto

Con formato: Inglés (Estados Unidos)

Con formato: Sin espaciado, Espacio Después: 6 pto

Unis, les pays de l'UE et le Japon. En 2013, la Chine est devenue le premier partenaire pour les importations du Brésil, du Paraguay et l'Uruguay ; le second de l'Argentine, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, du Honduras, du Panama, du Pérou et du Venezuela et le troisième pour la Bolivie, le Nicaragua, le Salvador et le Guatemala. Elle s'est imposée comme la première destination des exportations du Brésil et du Chili, la seconde de l'Argentine, de la Colombie, du Pérou, de l'Uruguay et du Venezuela. En 2017 ces tendances se sont encore renforcées.

Dans la majorité des cas, les exportations vers la Chine se concentrent sur quelques produits, presque exclusivement des matières premières ou des biens manufacturés à partir de ressources naturelles. A contrario, les importations des pays d'Amérique latine sont extrêmement diversifiées et enregistrent une forte valeur ajoutée. De plus, les pays de la région qui avaient connu un certain niveau d'intégration industrielle (Brésil, Argentine) et qui échangeaient entre eux se voient évincés par la Chine en tant que fournisseurs d'intrants, désintégrant des chaînes régionales de valeur industrielle. Ce qui a de fortes répercussions en terme d'emploi au niveau régional¹⁰.

Dans le domaine commercial, il est important de souligner que la Chine a signé trois traités de libre commerce (TLC) avec des pays latino-américains. Il s'agit du Chili (2005), du Pérou (2008) et du Costa Rica (2011) et un accord doit être signé avec la Colombie très prochainement. Dix ans après la signature du TLC entre le Chili et la Chine, les exportations du premier vers le second ont pratiquement quadruplé mais la composition de celles-ci montre l'accentuation de la tendance à un renforcement de la demande de matières premières (le cuivre et ses dérivés, minerais de fer, bois, fruits et autres minerais).

La perception chinoise de l'Amérique latine comme une zone d'approvisionnement de produits primaires – et comme un marché pour les biens manufacturés – a été mis noir sur blanc en 2008 dans le « livre blanc » sur la politique de la Chine en Amérique latine et la Caraïbe. La nécessité que les relations « sino- latino » se poursuivent sur la base de la *complémentarité* de leurs économies y est affirmée. Précisons, que dans ce document, la fascination de la Chine pour les richesses naturelles latino-américaines est clairement explicitée. La vision chinoise de l'intégration commerciale fondée sur une approche classique des avantages comparatifs approfondit encore le rôle de l'Amérique latine en tant que fournisseur global de *commodities*.

La CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine)¹¹ note que, entre 1990 et 2009, les flux des investissements étrangers directs en provenance du géant asiatique ne totalisèrent que 6,3 milliards de dollars, alors que entre 2010 et 2012 ils ont atteint 32 milliards de dollars, dépassant ainsi les 10 milliards par an. Non seulement les investissements dans le secteur des ressources naturelles ont augmenté, mais l'on observe également un développement croissant des projets liés à l'approvisionnement

¹⁰ [Slipak, Ariel \(2014\). "La expansión de China en América Latina: incidencia en los vínculos comerciales argentino-brasileros". Congreso de Economía Política Internacional, Noviembre de 2014, Universidad Nacional de Moreno \(UNM\), Argentina.](#)

¹¹ Cf. CEPAL (2013b). *Chinese foreign direct investment in Latin America and the Caribbean. China-Latin America cross-council task force*. Abu Dhabi.

Con formato: Fuente: (Predeterminada) Times New Roman

Con formato: Fuente: 10 pto

Con formato: Inglés (Estados Unidos)

Con formato: Sin espaciado, Espacio Después: 6 pto

énergétique, tant dans le secteur des énergies « extrêmes »¹² – hydrocarbures non conventionnels, énergie nucléaire, grands barrages hydroélectriques- , que des énergies renouvelables solaire et éolienne. A ceci, il convient d'ajouter l'annonce du développement de corridors bi-océaniques, notamment ferroviaires.

Dans le secteur des hydrocarbures, les quatre plus grandes entreprises chinoises, toutes à forte participation de l'Etat : Sinopec, la Corporation Nationale de Pétrole de Chine (CNCP), la China National Offshore Oil Company (CNOOC) et Sinochen, sont présentes dans la région. En 2010, elles ont participé à 15 projets extractifs, au Pérou, au Venezuela, en Equateur, en Colombie, au Brésil et en Argentine¹³.

L'entreprise CNPC, présente dans la région depuis 1990, s'est associée avec des entreprises d'Etat, au Venezuela (avec PDVSA), au Pérou et en Equateur. CNPC intègre depuis 2013 un consortium, regroupant Total, Shell, Petrobras, et l'entreprise chinoise d'Etat CNOOC, qui a obtenu la concession pour l'exploitation de la zone pétrolière de Pre-Sal de Libra, un projet en eaux profondes, aux larges des côtes de Rio de Janeiro. CNPC s'est également présentée pour participer à deux très grands projets : la ceinture pétrolière de l'Orénoque au Venezuela, et la construction de la « raffinerie du Pacifique » en Equateur. Dans ce dernier cas, des accords avaient été signés en 2013 avec le président Correa. Le projet bénéficiait du financement de la banque chinoise ICBC. Cependant, le projet n'a pas abouti, en raison d'accusations de corruption. L'actuel président Lenin Moreno élu en mai 2017, a relancé le projet sous le nom de « Raffinerie de Manabi », à travers un nouvel appel d'offres.

Parmi les compagnies pétrolières présentes dans la région, SINOPEC a été la plus dynamique ces dernières années. Cette entreprise y a pris pied à partir de l'acquisition complète ou partielle de compagnies transnationales qui opéraient dans les différents pays. En 2010, elle acquiert la filiale argentine de la compagnie Oxy (USA), ce qui lui octroie 23 concessions avec plus de 1 500 puits en opération en Argentine. Cette même année, elle s'associe avec la compagnie espagnole Repsol, à travers l'acquisition de 40% de sa filiale brésilienne. En 2012, SINOPEC achète également au Brésil 30% des actions de la compagnie portugaise Galp et participe dans le grand projet de la ceinture de Orénoque déjà mentionné. En 2015, est annoncé l'association entre l'entreprise argentine, YPF pour partie renationalisée en 2011, afin de réaliser conjointement l'exploitation du bassin de Vaca Muerta dans la région de Neuquén. C'est un des principaux gisements de gaz de schiste exploité selon la technique de la fracturation hydraulique.

Pour leur part, les entreprises CNOOC et Sinochen prennent place sur le marché latino-américain par l'acquisition d'actions dans des entreprises qui opèrent dans ces pays, à travers des alliances stratégiques. L'opération la plus importante de CNOOC a été l'acquisition en Argentine en 2010 de 50% de la firme Bidas, propriétaire de Panamerican Energy qui exploite le plus important gisement d'hydrocarbure argentin de Cerro Dragon dans la province de Chubut.

¹² [Avendaño 2017](#) [Roa Avendaño, Tatiana y Scandizzo, Hernán \(2017\). "Qué entendemos por energía extrema". en Extremas. Nuevas fronteras del extractivismo energético en Latinoamérica. Oilwatch Latinoamérica.](#)

¹³ (Slipak, 2012). Slipak, A. (2012). "Las relaciones entre China y América latina en la discusión sobre el modelo de desarrollo de la región: hacia economías reprimarizadas", Iberoamérica Global, The Hebrew University. Vol 5 1 pp. 89-131, Jerusalem, junio.

Con formato: Inglés (Estados Unidos)

Con formato: Fuente: 10 pto, Inglés (Estados Unidos)

Con formato: Fuente: 10 pto

Con formato: Fuente: Times New Roman, 12 pto, Color de fuente: Negro

Quant aux activités minières, le Pérou est la principale destination des investissements chinois, et secondairement le Brésil et plus récemment l'Équateur. Les firmes les plus dynamiques sont Minmetals et Chinalco. On peut retenir que en 2014 Minmetals, au Pérou, qui a acheté à la firme suisse, Glencore-Xstrata dans la région amazonienne de l'Équateur, la mine de Las Bambas. C'est un des plus grands projets miniers de cuivre du monde. Aussi on peut retenir San Carlos Panantza et El Mirador, en Équateur, le gouvernement de Rafael Correa a concédé à la firme équatorienne ECSA, - dont les actionnaires sont les entreprises publiques chinoises Tongling Nonferrous Metal group Holdings et China Railways Construction Corporation Limited. Avec ces concessions, les entreprises publiques chinoises contrôlent la moitié de la production de cuivre d'Équateur et un tiers de la production d'or et d'argent¹⁴. En 2012, la communauté Shuar a dénoncé auprès de l'ONG équatorienne Acción Ecológica, les entreprises chinoises liées au projet minier d'extraction à ciel ouvert de Mirador pour le non respect du droit des travailleurs, les mauvais traitements, les salaires injustes, et les accidents du travail). En décembre 2016, la communauté a pris d'assaut un campement minier dans la région de l'Amazonie pour résister à l'installation par la force des entreprises chinoises, sans consultation préalable et par la militarisation des territoires.¹⁵

Par ailleurs, il convient de noter que l'entreprise chinoise Shandong Gold a acquis 50% de l'emblématique Projet Veladero pour l'exploitation de l'or dans la province de San Juan, en Argentine, entreprise qui avait été responsable de deux fuites de cyanure (2015 et 2016), peu avant son association avec l'entreprise canadienne Barrick Gold.

Dans le secteur pétrolier comme minier, les entreprises d'État chinoises dominent le marché afin de garantir à long terme l'approvisionnement de la RPC. De fait, ces entreprises n'ont pas qu'une seule modalité de pénétration des marchés. Elles se montrent très flexibles face aux différentes politiques et législations nationales concernant l'exploitation des ressources naturelles.

En ce qui concerne les produits agricoles, la stratégie initiale semblait être celle de l'accapement de terres dans la région. Toutefois, en raison des revers subis (lors de la tentative d'acquisition de 320 000 hectares qui devaient être destinés à la production de soja, dans la Patagonie argentine, la stratégie change et s'oriente vers l'acquisition de firmes commerciales. L'acquisition de 51% des actions d'un des principaux négociants (*traders*) en grains au niveau mondial, le groupe néerlandais Nidera, par l'entreprise publique COFCO en est un bon exemple. Ceci permet au gouvernement de la RPC de contrôler sur le marché mondial l'offre d'un des produits les plus demandés par la Chine, le soja.

Cependant, les activités financières prennent une importance croissante, en appui des politiques des entreprises chinoises. Une étude récente souligne que la majeure partie des prêts chinois dans la région ont été accordés pour la construction d'infrastructures

¹⁴ Chicaiza, Gloria (2014). *Mineras chinas en Ecuador: Nueva dependencia*. Agencia ecologista de información TEGANTAI, Quito

¹⁵ En décembre 2016, les protestations de la communauté Shuar ont provoqué la mort d'un homme et de plusieurs blessés. La réponse du président Correa alors en exercice a été de déclarer l'état d'urgence, accusant les indiens shuar d'être des groupes paramilitaires et des semi-délinquants et de décider la dissolution de l'ONG Acción Ecológica. Finalement, face aux manifestations de solidarité nationale et internationale, le ministère de l'Environnement n'a tenu pas compte de la dissolution de l'ONG prononcée par le ministère de l'Intérieur.

(55%), suivis par ceux dans les secteurs de l'énergie (27%), et minier (13%). Le principal prêteur est la Banque de développement de Chine qui attribue environ 70% des prêts. Le principal bénéficiaire a été le Venezuela, avec un peu plus de la moitié des fonds accordés pour le financement de 13 projets. Puis viennent le Brésil et l'Argentine qui reçoivent chacun 14% des prêts octroyés¹⁶. Les prêts chinois à l'Equateur¹⁷ et au Venezuela se sont substitués à ceux des pays occidentaux ou des banques de développement. A la différence de ces prêts conditionnés à des réformes économiques et fiscales imposées aux pays débiteurs, ceux de la Chine se présentent comme plus flexibles. Cependant, ils sont garantis par les livraisons de pétrole et autres matières premières et par une prise de participation des entreprises chinoises dans les secteurs-clés de l'économie¹⁸.

Ce déploiement des investissements et de financement des infrastructures en Amérique latine a connu un nouvel essor depuis l'année 2014, année de la visite du président Xi Jinping au Brésil, à l'occasion du sommet des BRICS. Après avoir réalisé une tournée au Brésil, Venezuela, Cuba et Argentine, Xi Jinping annonce, lors du sommet CELAC-Chine en janvier 2015, le projet d'investir plus de 250 milliards de dollars dans la région, dans les 10 prochaines années¹⁹. Parmi les projets prioritaires se détachent ceux dans les secteurs ferroviaire, des télécommunications, portuaire et énergétique où domine une logique de redéfinition de l'aménagement des territoires, en vertu de laquelle la construction des infrastructures doit garantir le transport vers la Chine des produits agro-extractifs au plus faible coût. Dans la plupart des cas, des clauses d'obligation ou de préférence d'achat d'intrants chinois pour les travaux sont apposées aux contrats, y compris pour l'emploi de main d'œuvre qualifiée et non qualifiée chinoise. Cependant, ce qu'il faut également souligner, c'est que ce sommet marque un point d'inflexion quant au profil des projets. A partir de là, non seulement les annonces d'investissement dans le secteur agro-extractiviste ne cessent de s'additionner, sinon que l'on note une croissance des IED dans les secteurs énergétique et des travaux d'infrastructures qui participent à créer une plus forte connectivité entre l'Atlantique et le Pacifique. Ce qui devrait signifier à terme une économie d'énergie pour le transport des *commodities* (comme le soja, le minerai de fer, le cuivre) d'Amérique latine vers la Chine²⁰.

In fine, ces flux de IED ne développent en aucune manière ni les capacités de l'économie de la connaissance, ni les chaînes productives. La localisation des entreprises chinoises

¹⁶ L'accord a provoqué de fortes réactions dans l'opinion publique et diverses associations et particuliers de la Patagonie ont fait un recours collectif contre cet accord qui portait atteinte « à la protection des ressources non renouvelables, à la souveraineté et à la dignité ». L'accord a été déclaré inconstitutionnel par la justice de la province de Río Negro et annulé.

¹⁷ Parmi les prêts les plus significatifs à l'Equateur, on trouve le financement à hauteur de 70% de la raffinerie du Pacifique.

¹⁸ En décembre 2014, la dette « éternelle » publique du Venezuela avec la Chine atteignait approximativement 70 milliards de dollars et le pays payait sa dette par l'envoi de 600 000 barils de pétrole par jour. Cependant en 2017, il a envoyé en Chine 330 000 barils en raison de la baisse drastique de sa production, selon le Centro de Estudios Estratégicos e Internacionales (CSIS) de Washington

¹⁹ CELAC communauté des Etats latino-américains et Caraïbes créée en 2010

²⁰ On a assisté ces deux dernières décennies à des annonces répétées sur la possible construction de corridors bi-océaniques ferroviaires – sans véritable action concrète à ce jour- qui connecteraient les deux océans en passant par le Brésil et le Pérou ou bien depuis le Brésil en passant par la Bolivie et se terminant au Chili ou encore entre le Chili et l'Argentine (traversant la province de Chubut en Argentina et la région d'Aysén au Chili) ou bien de réactiver le vieux chemin de fer transandin qui unit Mendoza avec Les Andes. Il faut également évoquer le projet aujourd'hui abandonné, lancé en 2014 par la firme chinoise HKDN de construire un canal au Nicaragua, doublant celui de Panama, mais trois fois plus grand et deux fois plus profond.

et les prêts en échange de matières premières développent les activités extractives au détriment de celles à plus forte valeur ajoutée, renforçant l'effet de « re-primarisation » de nos économies soumises à ce que nous avons appelé « le Consensus des *commodities* »²¹.

Regards latino-américains sur la République populaire de Chine

L'intérêt pour l'ascension fulgurante de la Chine ces dernières années tout comme les interrogations autour du type de relations – commerciales, financières – qui dans l'actualité s'établissent entre l'Amérique latine et le géant asiatique, ne cessent de grandir. Comme nous l'avons déjà signalé, la RPC utilise un discours qui met l'accent, avec emphase, sur les relations Sud-Sud, comme cela apparaît dans le livre blanc à destination de l'Amérique latine. La Chine s'y auto-qualifie de pays en « développement », ce qui appelle plusieurs commentaires.

Une première considération est que la relation entre la Chine et l'Amérique latine tend avant tout à intensifier l'extractivisme dominant. Cette question est aujourd'hui un des grands thèmes de débat en Amérique latine. Car d'un côté, en raison des avantages comparatifs liés au boom des *commodities*, les gouvernements ont renforcé leur politique d'exportation de produits primaires. Mais, de l'autre, la multiplication des conflits territoriaux et socio-environnementaux a vu se constituer tout un corpus critique à l'égard de l'extractivisme ou du néo-extractivisme, de la part des organisations sociales et environnementales, en confrontation ouverte avec les gouvernements de la région.²² (ICI quelques exemples plus concrets si c'est possible). [Resuelto en la nota al pie 22](#)

Dans le contexte de forte augmentation des prix internationaux des années 2000, nous avons assisté à une consolidation du consensus des *commodities*. Et dans cette conjoncture favorable, les gouvernements latino-américains ont eu tendance à sous-estimer ou ne pas vouloir voir, les nouvelles inégalités et les asymétries environnementales, économiques et sociales qu'entraînait la consolidation de cette division du travail internationale et territoriale. De telle sorte que quelque soit leur signe politique, les gouvernements ont entériné le retour à une vision productiviste du développement, en minimisant les problèmes et les protestations et en escamotant les discussions de fond sur les effets environnementaux et socio-sanitaires (impact, conséquences, dommages) des différents projets (extraction minière à ciel ouvert, agrobusiness, grands barrages, hidrovias, etc.). En somme, le consensus des *commodities* a ouvert un nouveau scénario en Amérique latine où se combine une rentabilité extraordinaire, une re-primarisation de l'économie et une addition de conflits socio-environnementaux, sous-tendu par la croyance professée par le récit hégémonique que l'actuelle dynamique est non seulement irrépessible mais qu'elle bénéficie à l'ensemble des pays latino-américains. En ce sens, nous considérons que la consolidation de ce type de relation commerciale privilégiée avec la Chine, fondée sur la

²¹ Svampa, M. (2013). "Consenso de los commodities y lenguajes de valoración en América Latina". *Nueva Sociedad*, N° 244, Buenos Aires, marzo-abril 2013.

²² [Entre otros ejemplos podríamos mencionar la oposición de diferentes movimientos sociales a la construcción del Gran Canal de Nicaragua –proyecto impulsado por capitales privados chinos–, conflictos laborales de los trabajadores petroleros de la Patagonia Argentina con firmas hidrocarburíferas de capitales del país oriental, la férrea oposición –también en la Patagonia Argentina– a un proyecto de otorgamiento de 320.000 hectáreas en la provincia de Río Negro a una firma de capitales chinos que las emplearía para sembrar y cosechar soja desplazando a productores locales de manzanas, peras y otras frutas, e incluso el ya mencionado caso en Ecuador que involucra a la Comunidad Shuar.](#)

Con formato: Resaltar

Con formato: Español (Argentina)

Con formato: Fuente: (Predeterminada) Times New Roman, 10 pto

Con formato: Justificado

Con formato: Fuente: (Predeterminada) Times New Roman, 10 pto, Sin Superíndice / Subíndice

Con formato: Fuente: (Predeterminada) Times New Roman, 10 pto, Español (Argentina)

demande de matières premières et l'accroissement vertigineux des inégalités marque l'émergence de nouvelles asymétries.

Dans un premier temps, lors de l'arrivée des gouvernements progressistes²³ (une note ?) [Remuelto en la nota al pie 23](#) au pouvoir, nombreux ont été ceux qui voyaient d'un œil favorable l'approfondissement des relations avec la Chine jusqu'alors peu présente en Amérique latine, offrant, selon eux, la possibilité d'élargir les marges d'autonomie de la région vis-à-vis de l'hégémonie étasunienne. C'est le président du Venezuela, Hugo Chavez, qui a pris le leadership de ce type de positionnement, en développant une politique manifeste de rapprochement avec la Chine. Encouragé par la hausse des prix du pétrole, Chavez a vu dans la Chine un allié commercial et politique idéal pour prendre ses distances vis-à-vis de la puissance hégémonique américaine et de la menace constante sur son régime. Dans le contexte du passage d'un monde bipolaire à un monde multipolaire, la relation avec la Chine acquerrait, pour les équilibres géopolitiques de la région latino-américaine, un caractère politique et stratégique. Pour les plus optimistes, le nouveau lien commercial ouvrait la possibilité d'une relation sud-sud, entre les pays en développement. Cependant, au cours du cycle progressiste, les années 2000, la voie suivie dans les modes de relations entre Chine et les différents pays a ébranlé la thèse de la coopération sud-sud.

Une seconde question découle de cette évolution. Quelles ont été les avancées du régionalisme latino-américain ? Il faut rappeler qu'un des moments les plus importants de ce nouveau régionalisme fut le sommet de Mar del Plata (Argentine), en 2005. Les pays latino-américains y enterrèrent le projet de l'ALCA (zone de libre-commerce pour les Amériques) promu par les Etats-Unis et créèrent à l'initiative du charismatique Hugo Chavez l'ALBA (Alternative bolivarienne pour les Amériques). Dans la perspective d'une plus forte intégration latino-américaine, s'élaborèrent des projets ambitieux tels que la création d'une monnaie unique, le sucre, et celle de la Banque du Sud, qui n'ont pas eu de suite. Ceci en partie dû au manque d'enthousiasme de la part du Brésil, pays qui en raison de son rôle de puissance émergente, avait d'autres attentes, plus enclin à « jouer global » dans le groupe des BRICS. En Amérique latine, la création de l'UNASUR (Union des nations sud-américaines) en 2007 et plus tard, en 2010, de la CELAC (Communauté des Etats latino-américains et caribéens), initialement conçue comme une instance de règlement des conflits dans la région, hors de la présence de Washington, jalonnent ce processus d'intégration régional. Toutefois, ceci n'a pas empêché que quelques années plus tard, les Etats-Unis signent des traités de libre-échange de manière bilatérale avec différents pays latino-américains et que se crée en 2011 un nouveau bloc régional, l'Alliance du Pacifique, entre le Chili, la Colombie, le Pérou et le Mexique.

Aussi la thèse audacieuse d'un nouveau régionalisme, innovant et anti-impérialisme, d'une « coopération sud-sud » avec la Chine paraît tenir plus d'une sorte de vœu pieux

²³ Para los primeros tres lustros del siglo XXI en América Latina, podemos identificar a grandes rasgos que una serie de gobiernos como Chile o Perú, cuyo proyecto político, social y económico, expresaban una continuidad con el neoliberalismo y las ideas del Consenso de Washington. Al mismo tiempo dos perfiles diferenciados de gobiernos progresistas: en un caso, gobiernos que impulsaron políticas nacional-populares, re-distributivas del ingreso, o que pregonaban el crecimiento de la industria, orientada al mercado interno (aquí podemos encontrar casos como los de Argentina o Brasil); por otra parte, otros gobiernos cuya visión poseía una mayor radicalidad, en la cual los sectores tradicionalmente subalternos tuvieron un rol más activo que ser "incluidos pasivamente a partir del consumo", aquí podemos encontrar los casos de Venezuela o Bolivia. Desde luego esta no pretende ser una calificación de realidades discímiles bajo "tipos ideales". Lo interesante es que en los tres tipos de perfiles, encontramos que se presenta la expansión del extractivismo como sendero inequívoco para el desarrollo económico. Para una discusión más profunda sobre esta temática véase: Svampa, M. (2013). "Consenso de los commodities y lenguajes de valoración en América Latina". *Nueva Sociedad*, N° 244, Buenos Aires, marzo-abril 2013.

Con formato: Resaltar

Con formato: Fuente: (Predeterminada) Times New Roman, 10 pto

Con formato: Fuente: (Predeterminada) Times New Roman, 10 pto, Sin Superíndice / Subíndice

Con formato: Inglés (Estados Unidos)

que de pratiques économiques et commerciales réellement existantes. En effet, la signature de conventions ou d'accords unilatéraux (TLC) avec la Chine – dont beaucoup compromettent les économies locales –, ne sont pas des exceptions. Au contraire, ils constituent la règle assez généralisée ces derniers temps ; ce qui, loin de consolider l'intégration latino-américaine, ne fait que renforcer la concurrence entre les pays exportateurs de matières premières.

En conséquence, s'il est certain que l'irruption de la Chine en Amérique latine et la rapide consolidation de son influence ont été vues comme un moyen d'obtenir une plus grande autonomie vis-à-vis des Etats-Unis, force est de constater que l'appel au « latino-américanisme » à une véritable intégration régionale a été avant tout rhétorique. Les négociations unilatérales avec la Chine, et les exportations massives de matières premières ont eu pour effet de consolider les asymétries, et de renforcer la tendance à l'aggravation d'un extractivisme néo-dépendantiste. A ceci, il convient d'ajouter que, selon de nombreux analystes, nous serions arrivés à la fin de ce que l'on a appelé « le super cycle des *commodities* »²⁴, à mettre en relation avec le ralentissement de la croissance chinoise. Non seulement la majorité des gouvernements latino-américains ne sont pas préparés à une chute des prix des matières premières mais on observe déjà ses effets sur leur balance commerciale, en déficit²⁵. (Martinez Allier). Dit d'une autre manière, avec la chute des prix, ces exportations ne compensent plus les importations des produits manufacturés en provenance de Chine. Tout ceci entrainera non seulement un endettement croissant sinon une exacerbation de l'extractivisme et une augmentation des exportations des matières premières et de l'extraction d'énergie dans des conditions extrêmes afin de couvrir ce déficit, entrant ainsi dans une sorte de spirale perverse (multiplication des projets extractivistes, augmentation des conflits, déplacements des populations). N'oublions pas que l'Amérique latine est la région du monde où s'est produit la plus forte quantité d'assassinats d'activistes environnementaux, en même temps qu'elle arrivait en tête du classement du phénomène global d'accaparement des terres, liés à l'expansion des projets néo-extractivistes²⁶.

En somme, dans un contexte que nous pouvons qualifier de transition hégémonique au niveau global, l'Amérique latine semble s'acheminer vers une nouvelle forme de dépendance. Le plus remarquable de ceci, ce n'est pas la relation de la région – inévitable et nécessaire – avec la Chine sinon la manière dont elle s'opère à travers l'échange inégal. Ceci se traduit par le renforcement de l'extractivisme et de la re-primarisation des économies latino-américaines, dans un contexte de déclin du régionalisme latino-américain. Tout paraît indiquer que nous assistons à la

²⁴ Canutto, O. (2014), "The Commodity Super Cycle: Is This Time Different?", *Economic Premise*. The World Bank. Number 150, june.

²⁵ Martinez Allier, J. (2015, 28 de Febrero). "El triunfo del posextractivismo en 2015". *Sinpermiso*.

²⁶ Svampa, M (2018). *La expansión de las fronteras del neoextractivismo. Conflictos socioambientales, giroecoterritorial y nuevas dependencias*. México, sous presse.

consolidation de nouvelles et profondes relations asymétriques qui marquent le passage du « consensus des *commodities* » (exportation de produits primaires à grande échelle) à ce que nous proposons d'appeler « Consensus de Beijing », - c'est-à-dire la Chine comme pôle hégémonique -. On peut en évaluer pleinement la portée, alors que les nouvelles formes économiques sociales et politiques de la configuration néo-dépendantiste sont déjà nettement perceptibles.

-

Bibliografía

Blondel, M. (2015, 22 de Marzo). El Financiamiento para el Desarrollo, Otro Aspecto del Ascenso Chino. *Diario de Chiapas*.

Bolinaga L. y A. Slipak (2015): "El Consenso de Beijing y la reprimarización productiva de América Latina: el caso argentino". *Problemas del Desarrollo*. N°183 (46), octubre-diciembre.

Bregolat, E. (2011): *La segunda revolución china. Claves para entender el país más importante de siglo XXI*. Buenos Aires. Capital Intelectual.

CEPAL (2011). La inversión extranjera directa en América Latina y el Caribe 2010, Documento Informativo. Santiago de Chile.

CEPAL (2012). La inversión extranjera directa en América Latina y el Caribe 2011, Documento Informativo. Santiago de Chile.

CEPAL (2013a). La inversión extranjera directa en América Latina y el Caribe 2011, Documento Informativo. Santiago de Chile.

CEPAL (2013e). *Promoción del comercio y la inversión con China*. Santiago de Chile.

CEPAL (2014). *La inversión extranjera directa en América Latina y el Caribe 2013*. Santiago de Chile

Cesarín, S. (2013) "China: restauración y capitalismo. Impactos en América del Sur". En José Ignacio Martínez Cortés (Coord.) *América Latina y el Caribe - China. Relaciones políticas e internacionales*. Red Académica de América Latina y Caribe sobre China, México.

Courtis, K. (2014, 10 de Noviembre). China: Hiding Your Strength and Biding Your Time. Disponible: <http://www.theglobalist.com/china-hiding-your-strength-and-biding-your-time/>

Cova, A. (2015, 7 de Enero). Chinos amplían participación accionaria en la Faja del Orinoco. *El Mundo*. Davies, Ken (2013): "Chapter 25 - China" en *Inward and Outward FDI Country Profiles*. Karl Sauvart, Padma Mallampally y Geraldine McAllister (Ed.). Vale Columbia Center on Sustainable International Investment, Columbia University, Agosto de 2013.

Dinucci, M. (2015). El vertiginoso auge de la industria de la guerra. *Volatairenet.org*. El Monitor (2015, 6 de Marzo). Deuda total de Venezuela con China asciende a 70.000 millones de dólares. *El Monitor*. Ellis, E. (2014). Los negocios detrás del Canal. *Confidencial*.

Lang, M. y Mokrani, D. (2012). *Más allá del desarrollo*. Grupo Permanente de trabajo sobre Alternativas al Desarrollo, (2012). Ecuador, Fundación Rosa Luxemburgo (Edición argentina, América Libre y Fundación Rosa Luxemburgo, 2012).

Observatorio Petrolero Sur (2011): *Inversiones Chinas en Argentina: Claves del nuevo escenario energético*, Buenos Aires.

Pardo, P. (2014, 8 de Octubre). El FMI declara a China la mayor economía del mundo. *El Mundo*. <http://www.elmundo.es/economia/2014/10/08/54354d27268e3ee9448b4581.html>

τ

República Popular China (2008), "Documento sobre la política de China hacia América Latina y Caribe".

Roa Avendaño, Tatiana y Scandizzo, Hernán (2017). "Qué entendemos por energía extrema", en *Extremas. Nuevas fronteras del extractivismo energético en Latinoamérica*. Oilwatch Latinoamérica.

Slipak, A. (2014a). "Un análisis del ascenso de China y sus vínculos con América Latina a la Luz de la Teoría de la Dependencia". *Realidad Económica*, Número 282, febrero/marzo.

Slipak, A. (2014b). "América Latina y China: ¿Cooperación Sur Sur o << Consenso de Beijing >>?". *Nueva Sociedad*, Número 250, marzo/abril.

Slipak, A. (2014c), "La expansión de China en América Latina: incidencia en los vínculos comerciales argentino-brasileros", Congreso de Economía Política Internacional, Noviembre de 2014, Universidad Nacional de Moreno, Argentina.

Svampa, M. y Slipak, A. (2015) "La Chine en Amérique latine, du consensus des matières premières au consensus de Beijing". *Problèmes d'Amérique latine*. Nro 98. ESKA.

Svampa, M. (2012). "Extractivismo neodesarrollista y movimientos sociales: ¿Un giro ecoterritorial hacia nuevas alternativas?" (2012), en AAVV, Grupo permanente de trabajo: Alternativas al Desarrollo, Fundación Rosa Luxemburgo, *Más allá del desarrollo*, Ecuador, Fundación Rosa, Luxemburgo.

Svampa, M y E. Viale (2014) *Maldesarrollo. La Argentina del extractivismo y el despojo*, Buenos Aires, Editorial Katz

Svampa, M (2016), *Debates Latinoamericanos. Indianismo, Desarrollo, Dependencia y Populismo*, Buenos Aires. Edhasa.

Torres, A. (2015, 1 de Marzo). La suerte de la refinería del Pacífico todavía depende del dragón chino. <http://www.elcomercio.com/actualidad/refineriadelpacifico-financiamiento-china-ecuador-petroleo.html>

Trápaga-Delfín, Y. (2011). "El medio ambiente o los límites del buen desempeño económico de China" en Navarrete J. (Coord.) *La huella global de China. Interacciones internacionales de una potencia global*. Universidad Nacional Autónoma de México. México DF.

Vidal Lij, M. (2015, 10 de Marzo). China avanza en su programa de rearme con un segundo portaaviones. *El País*. http://internacional.elpais.com/internacional/2015/03/10/actualidad/1426017890_725537.html

Fuentes de datos estadísticos utilizadas:

Fortune Global 500: <http://fortune.com/global500/>

MOFCOM: <http://spanish.mofcom.gov.cn/>

TradeMap: <http://www.trademap.org/Index.aspx>

13

UNCTAD: <http://unctad.org/en/Pages/Statistics.aspx>

World Bank: <http://datacatalog>